

Europe

ROYAUME-UNI : VERS UNE HÉGÉMONIE CONSERVATRICE ?

Renaud Thillaye

13/10/2016

Trois mois après le référendum qui a vu la victoire du Brexit et quinze jours après la réélection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour, quelle est la situation politique au Royaume-Uni ? Renaud Thillaye, directeur adjoint de Policy Network, analyse la mise en place du gouvernement conservateur de Theresa May, ses premières mesures et les défis qui attendent les progressistes.

Le Brexit était censé mettre le Parti conservateur à feu et à sang et permettre aux travaillistes de Jeremy Corbyn de s'imposer comme principale force progressiste britannique. Plus de trois mois après le 23 juin, c'est pourtant tout le contraire qui se produit : toutes les conditions sont réunies pour une hégémonie conservatrice de longue durée. Le Labour ne parvient pas à surmonter ses divisions internes, tandis que Theresa May s'affirme comme une cheffe de gouvernement incontestée et très habile sur le plan idéologique. Pour retrouver un poids digne du premier parti d'opposition, les travaillistes ne devront pas seulement compter sur la concrétisation d'un hypothétique choc économique post-Brexit ou d'un enlisement des négociations de sortie de l'Union européenne (UE). Ils devront rebâtir leur unité autour d'un leader incontesté et d'un projet en phase avec les attentes du pays.

L'arrivée surprise de Theresa May

On attendait Boris Johnson ou Michael Gove, mais c'est Theresa May qui entre à Downing Street deux semaines après le 23 juin. L'impréparation des leaders du « Leave » est rapidement exposée en plein jour quand ils se montrent incapables de s'entendre sur une candidature unique à la tête du Parti conservateur. En une guerre éclair début juillet, l'expérience de Theresa May et son large soutien au sein du groupe conservateur à la Chambre des communes ont raison de toute concurrence, et ce en dépit de son soutien, certes timide, à la campagne du « Remain »

Très vite, le style de Theresa May tranche avec celui de David Cameron. Soucieuse de s'adresser aux électeurs ayant voté pour le « Leave », par rejet des élites, frustration compte tenu des

inégalités ou peur de l'immigration, sa **déclaration d'arrivée** à Downing Street, le 13 juillet, est empreinte d'une forte tonalité sociale. Elle développe la vision d'un Royaume-Uni « qui fonctionne pour tout le monde » et évoque les différentes catégories injustement laissées pour compte ou discriminées : les noirs, les femmes, les classes populaires blanches et les jeunes. En écho au fameux slogan « Take back control » qui fit le succès du « Leave », elle promet de tout faire pour donner aux gens « plus de contrôle sur leur vie ». Le discours marque donc une nette inflexion sociale par rapport à l'ère Cameron, dominée par l'austérité.

Sur la forme également, Theresa May se démarque de son prédécesseur. Là où Cameron était à l'aise devant les médias et affichait parfois une désinvolture étonnante, la nouvelle Première ministre est économe dans sa parole et se veut délibérément plus sobre. Ses réponses à la séance hebdomadaire de questions au gouvernement à la Chambre des Communes sont appliquées et sans effets de manche. L'analogie avec Angela Merkel n'est pas hors de propos, d'autant que les deux femmes sont filles de pasteur. Toutefois le discours anti-immigration de Theresa May contraste avec celui de son homologue allemande.

Le « mayisme », une révolution conservatrice ?

Il a été dans un premier temps difficile de caractériser le projet politique de Theresa May. Loyale vis-à-vis de David Cameron pendant six ans, elle s'est tenue en retrait pendant la campagne du référendum et ne s'est imposée qu'à la faveur de tractations internes au Parti conservateur. Le nouveau gouvernement britannique envoie, par ailleurs, des signaux contradictoires : d'un côté, un virage social et la volonté d'en finir avec l'austérité ; d'un autre, la vision d'un Royaume-Uni allant signer des traités de libre-échange aux quatre coins de la planète.

Le **discours de clôture** de Theresa May à la conférence du Parti conservateur qui s'est tenue à Birmingham début octobre confirme que le « mayisme » constitue un véritable retournement idéologique. Au cœur de la vision de la Première ministre se trouve la réhabilitation d'un État protecteur, tant sur le plan économique et social que migratoire : « Il est temps de se souvenir de ce que le gouvernement peut faire. L'État existe pour fournir ce que les individus, les communautés et les marchés ne peuvent pas fournir. » On est loin de la « Big society » aux accents libertaires de David Cameron, qui consacrait la prise en main par la société civile d'un certain nombre de services publics. Dans le même temps, Theresa May fustige dans son discours les élites déracinées méprisant le peuple pour ses craintes liées à l'immigration : « Si vous êtes un citoyen du monde, vous n'êtes un citoyen de nulle part ». Dans la droite ligne des mesures restrictives qu'elle a prises en tant que ministre de l'Intérieur, elle fait de la baisse de l'immigration un objectif majeur, et cela passe par un Brexit « dur » (cf. ci-dessous).

Pour de nombreux observateurs, cette combinaison de patriotisme économique et de conservatisme social opère une synthèse entre les positions de Nigel Farage et celles d'Ed Miliband. Les milieux économiques ne sont rassurés que par la promesse, un peu vague, de se battre pour le maintien d'un accès aussi large que possible au marché unique européen, et pour une ambition commerciale redoublée. Mais cet engagement est en contradiction avec le reste de son discours.

Les premières mesures du gouvernement May

Les premières mesures du gouvernement confirment le virage à gauche de la politique économique. Face au risque de récession post-Brexit, Philipp Hammond, le nouveau ministre des Finances, a très vite annoncé le report *sine die* de l'objectif fixé par son prédécesseur George Osborne de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2020. Même si la bonne tenue de l'économie contredit pour l'instant les pronostics les plus noirs, la plupart des commentateurs s'attendent à une baisse de l'investissement et de la croissance l'année prochaine, quand les négociations du Brexit seront entamées. Pour l'heure, la chute de la livre a accéléré les exportations (certes, tout en renchérissant les importations), et les indicateurs d'activités tant dans les services que dans l'industrie surprennent par leur dynamisme depuis juillet. Début octobre, on apprenait même que le Royaume-Uni aurait **la croissance la plus forte** du G7 en 2016.

La relance de la politique industrielle, largement abandonnée depuis Margaret Thatcher, marque également une inflexion importante, même si elle a été amorcée en 2008 par Peter Mandelson, alors secrétaire d'Etat à l'économie dans le gouvernement de Gordon Brown. Le gouvernement entend mener une double stratégie : d'une part, des investissements dans les infrastructures (également dans le but de soutenir l'activité à court terme), d'autre part un soutien aux filières d'excellence et aux secteurs d'avenir. Theresa May revendique également un droit de regard plus affirmé sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques. L'une des conséquences directes de cette position de principe a été la suspension temporaire de l'accord ouvrant la voie à la construction des réacteurs EPR d'Hinkley Point, finalement approuvé.

Dans un registre plus social, la Première ministre a signalé à plusieurs reprises sa volonté de voir les bas salaires augmenter, et les salaires des grands patrons mieux encadrés. Elle souhaite appuyer notamment la représentation des employés au sein des conseils d'administration des entreprises. Ces propositions viennent tout droit du programme d'Ed Miliband.

La décision la plus ouvertement conservatrice et controversée prise par Theresa May est son projet de relancer les « grammar schools », des écoles secondaires sélectives sur la base du

mérite, tombées en désuétude depuis les années 1970. Les « **grammar schools** » sont l'antithèse du collège unique à la française puisqu'elles opèrent dès l'âge de 11 ans un tri entre les élèves méritants, destinés à l'université, et les autres. En 1998, Tony Blair instaurait un moratoire sur la création de nouvelles « grammar schools », une mesure maintenue par David Cameron. Bien que Theresa May promette d'assurer un recrutement ciblant les familles défavorisées, cette annonce suscite une levée de boucliers tant au sein du Labour que chez les Libéraux-démocrates et les franges modérées du Parti conservateur.

Le « hard Brexit » se précise

On en sait désormais un peu plus sur le calendrier et les modalités du Brexit. Theresa May a déclaré qu'elle demanderait le déclenchement de l'article 50 du traité sur l'Union européenne fin mars 2017 au plus tard. Cette annonce tranche la question de savoir si la nouvelle procédure de sortie insérée dans les traités européens depuis le Traité de Lisbonne serait respectée. Sachant que le compte-à-rebours de deux ans n'est pas forcément à l'avantage du pays sortant, le Royaume-Uni aurait pu préférer une sortie unilatérale, initiative qui aurait, toutefois, été très mal reçue dans les capitales européennes.

Sur le fond, on a beaucoup spéculé sur les intentions de la Première ministre à la suite de sa fameuse phrase « Brexit means Brexit » prononcée en juillet. Début septembre, le ministre en charge de la sortie de l'Union européenne David Davies a été **critiqué** à la Chambre des communes, faute d'avoir su préciser les intentions avec lesquelles le gouvernement entendait aborder les négociations. Face à l'impatience grandissante, Theresa May a précisé sa vision début octobre : le Royaume-Uni doit redevenir un pays pleinement « indépendant et souverain » en rétablissant un contrôle des flux migratoires et en mettant fin à la primauté du droit européen sur le sol britannique. Elle promet d'adopter dès 2017 une loi abrogeant l'« European Communities Act » de 1972, texte précurseur à l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE). Dans le même temps, le droit européen serait automatiquement transposé en droit britannique. Cette loi n'entrerait en vigueur que lorsque le processus du Brexit serait finalisé, c'est-à-dire en 2019 au plus tôt.

Même si Theresa May dit vouloir donner aux entreprises britanniques le « maximum de liberté pour faire des échanges et opérer dans le marché unique », ces orientations signifient, *de facto*, une sortie du marché unique. On s'oriente donc vers un « Brexit dur », que viendrait couronner la sortie de l'Union douanière, préalable à la signature de nouveaux accords commerciaux. Sans surprise, l'option norvégienne – qui consisterait à rester membre du marché unique et à appliquer le droit européen directement sans avoir voix au chapitre – semble définitivement écartée. Le modèle

suisse – une superposition d’accords bilatéraux donnant un accès partiel au marché unique, mais conditionnels à l’adaptation du droit suisse au droit européen – ne fait rêver ni Bruxelles ni Londres, tant il s’avère complexe et fragile. Theresa May, Boris Johnson, le ministre des Affaires étrangères et David Davies, le ministre en charge de la sortie de l’UE, ont régulièrement souligné la possibilité d’élaborer un nouveau type de partenariat avec l’UE, qui ne correspondrait pas à un modèle existant. Les conditions d’accès au marché unique feront certainement partie des négociations les plus âpres, mais selon toute vraisemblance, le Royaume-Uni continuera de participer aux coopérations à dominante intergouvernementale comme la politique étrangère et la coopération en matière de justice et de police.

Et l’Écosse?

Comme il était prévisible, la perspective du Brexit ravive les tensions entre Londres et Édimbourg. Theresa May a, dans un premier temps, multiplié les gestes de bonne volonté à l’égard du gouvernement écossais, promettant d’associer autant que possible Nicola Sturgeon, la Première ministre écossaise, aux consultations, préalables aux négociations. L’objectif de Theresa May est de parvenir à une position commune suffisamment solide au moment de déclencher l’article 50. Cependant, elle refuse catégoriquement le principe d’un droit de veto dont disposerait l’Écosse, et se retrouve sous le feu nourri des nationalistes. Ces derniers rêvent d’une solution à la danoise, État-membre dont l’une des composantes – le Groenland – ne fait pas partie de l’UE. Toutefois, le fait que ce serait, dans le cas britannique, l’Écosse minoritaire qui resterait membre de l’UE souligne la limite du raisonnement, d’autant qu’une telle situation compliquerait grandement l’organisation de la frontière terrestre.

Dans leur campagne d’influence, Nicola Sturgeon et les nationalistes écossais s’appuient sur une **clause de l’acte de dévolution** à l’Écosse de 1998 (« Scotland Act »), selon laquelle l’Écosse peut légiférer dans un certain nombre de domaines pour peu qu’elle respecte le droit européen. Cette clause impliquerait que l’Écosse donne son accord au retrait de l’UE. Cependant, la plupart des spécialistes de droit constitutionnel s’accordent pour dire que Westminster pourrait passer outre, en cas de refus, les traités internationaux et la relation à l’Union européenne étant considérés comme des domaines réservés du pouvoir central.

Le challenge pour le leadership du Labour

Pendant que Theresa May imprime sa marque et son autorité, le Labour se remet à peine d’une nouvelle crise de leadership. Il est cependant peu probable que la réélection de Jeremy Corbyn à la

tête du parti en septembre permette aux Travaillistes de tourner la page des divisions internes.

Quelques jours après la victoire du « Leave », une vingtaine de membres du cabinet fantôme de Jeremy Corbyn **démissionnaient**, et près de trois quarts des députés Labour désavouaient leur leader au moyen d'une motion de défiance. Ces initiatives n'ont pas surpris : depuis son élection à la tête du parti en septembre 2015, Jeremy Corbyn n'a pas su convaincre les députés qui n'avaient pas voté pour lui, et a perdu la confiance de certains de ses soutiens. Accusé de sectarisme et d'amateurisme, peu marquant lors des séances des questions au gouvernement, il a un bilan, au bout de sa première année, qui se résume aux démissions et au remaniement épique de son cabinet fantôme en janvier 2016, à son opposition aux frappes en Syrie et en Irak suite aux attentats de Paris, ou encore à son opposition de principe à l'austérité. Il est difficile d'identifier une proposition économique ou sociale ayant suscité un débat ou forcé le gouvernement conservateur à réagir. Largement critiqué pour son soutien du bout des lèvres à la campagne du « Remain », Jeremy Corbyn a rapidement été mis en accusation au lendemain du 23 juin. La possibilité d'une élection anticipée qui permettrait aux conservateurs d'asseoir leur légitimité – bien que Theresa May s'en soit défendu depuis – a achevé de convaincre les députés Labour qu'un changement de leader était nécessaire.

Ce « challenge » repose sur la doctrine traditionnelle du parti, selon laquelle le leader tire sa légitimité du groupe parlementaire. Or, cette doctrine a évolué dans les dernières décennies avec l'élargissement progressif du corps électoral. Prérogative exclusive des parlementaires jusque dans les années 1980, l'élection du leader a été d'abord ouverte à deux autres collèges : les adhérents et les membres d'organisations affiliées (notamment les syndicats). Jusqu'en 2010, chaque collège pesait pour un tiers dans le décompte final. En 2014, Ed Miliband dynamite ce système et introduit le principe d'une élection directe par les membres du parti, sans pondération. Il ouvre par ailleurs l'élection aux sympathisants s'acquittant d'une contribution financière symbolique. Certes, le groupe parlementaire conserve le droit de nomination des candidats au leadership en reconnaissance du fait que le leader du parti conduit la majorité parlementaire à Westminster. Cependant, cette réforme a *de facto* réduit considérablement sa légitimité à choisir son leader.

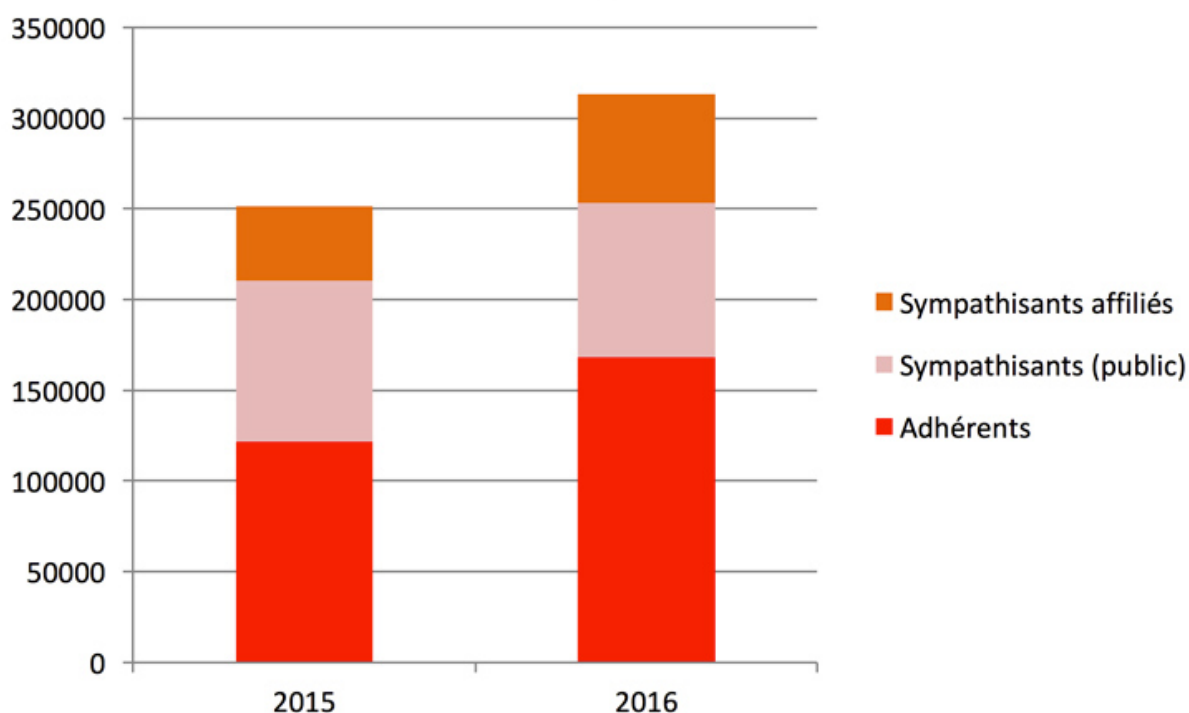
C'est sur la base de cette analyse que Jeremy Corbyn a très vite dénoncé une démarche sans « légitimité constitutionnelle » et déclaré qu'il ne trahirait pas les 60% des membres et sympathisants du parti l'ayant élu « pour une nouvelle politique ». Le 12 juillet, le comité exécutif du parti lui donne raison en l'autorisant, après un vote très serré, à se représenter. Le premier challenger à se déclarer est Angela Eagle, ministre fantôme à l'Economie jusqu'au 27 juin, réputée réformatrice et rapidement estampillée « New Labour ». Owen Smith, un député gallois marqué plus

à gauche, lui emboîte le pas quelques jours plus tard. Constatant le moindre soutien dont elle dispose au sein du groupe parlementaire, Angela Eagle décide finalement de se retirer et appelle à voter Smith. Le pari est qu'une candidature unique face à Jeremy Corbyn aura plus de chances de succès que les trois candidatures « modérées » qui ont marqué l'élection de 2015.

La réélection triomphale de Jeremy Corbyn

Le 20 septembre, Jeremy Corbyn est réélu leader du Labour Party avec 61% des suffrages. C'est 2 points de plus que lors de son élection il y a un an. Comme le montre le graphique ci-dessous, son soutien augmente à la fois chez les sympathisants et chez les adhérents. À noter toutefois que le leader du Parti travailliste perd du terrain dans la catégorie des adhérents venus du grand public, tandis qu'il augmente d'un tiers son nombre de voix parmi les sympathisants membres d'organisations affiliées. La campagne d'inscription des sympathisants ouverte en amont de l'élection est marquée par des accusations de tricherie, le camp Smith suggérant qu'un quart des demandes d'inscription ont été rejetées. Par ailleurs, le montant de la cotisation d'inscription est bien plus élevé qu'en 2015, puisqu'il faut s'acquitter de £25 contre £3.

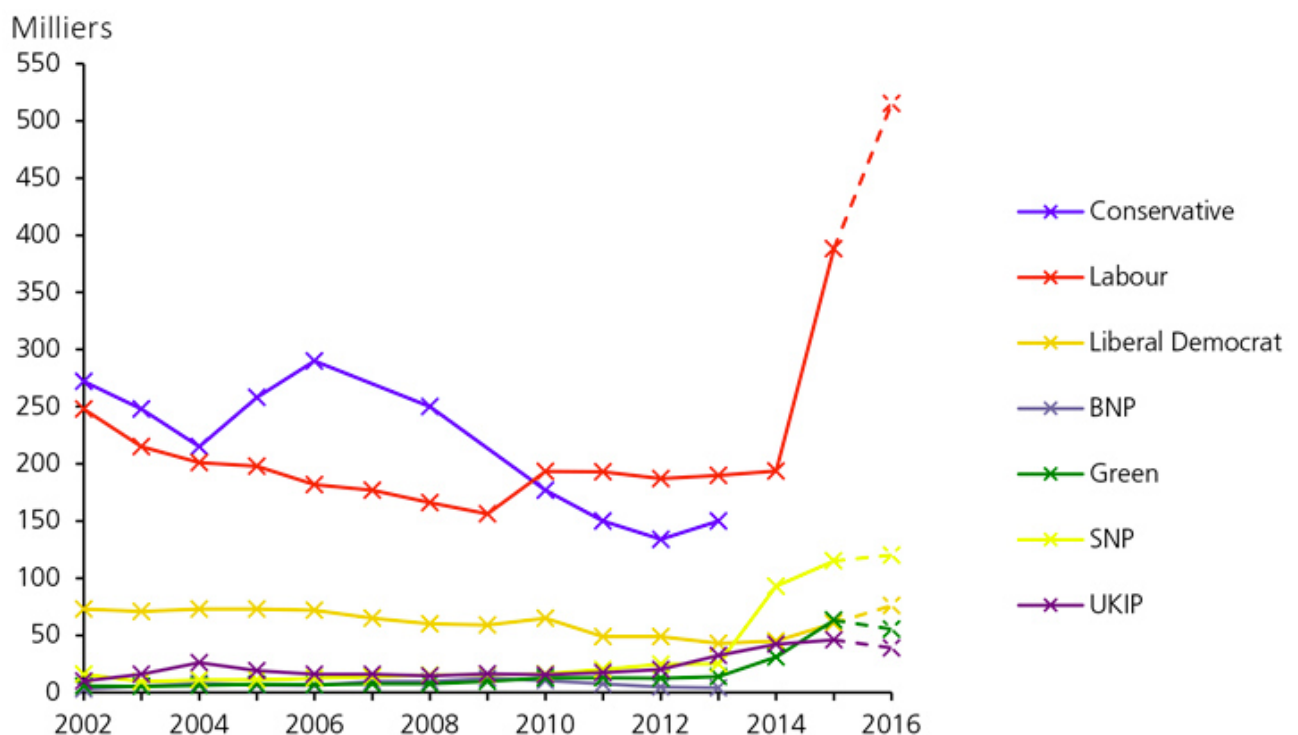
Graphique 1: Composition du vote en faveur de Jeremy Corbyn lors des élections du leader du Parti travailliste en 2015 et 2016



Source: site officiel du Parti travailliste

La stratégie de Corbyn de faire adhérer en masse au parti dans les douze derniers mois a donc parfaitement fonctionné. Stagnant autour de 200 000 entre 2010 et 2014, le nombre d'adhérents a explosé en 2015 pour atteindre 510 000 au mois d'août 2016, faisant du Labour, de loin, le premier parti britannique. 128 000 personnes ont rejoint le parti dans les deux semaines ayant suivi le référendum, certains pour voter contre Jeremy Corbyn, mais beaucoup d'autres pour le défendre.

Graphique 2: Nombre d'adhérents par parti politique au Royaume-Uni (2002-2016)



Source : Avant 2016 (pour tous les partis hormis le Parti conservateur), chiffres issus des décomptes annuels des partis et soumis à la Commission électorale à la fin de l'année au 31 décembre. Retrouvez les informations ici: [House of Commons briefing paper](#), août 2016.

Dans cette entreprise, la mobilisation de Momentum a été essentielle à la victoire de Jeremy Corbyn. Momentum a été créé en septembre 2015 afin de donner une traduction non-partisane au

soutien populaire engrangé par le leader travailliste lors de sa première campagne. Le mouvement dispose désormais d'un réseau d'environ 100 000 sympathisants, dont beaucoup sont désormais membres ou sympathisants du parti. Ses activistes sont très mobilisés localement et organisent toutes sortes de rencontres et d'actions. Le mouvement n'a pas véritablement de programme hormis quelques **grandes orientations** comme la lutte contre les discriminations, le soutien aux syndicats, la volonté de redistribuer les richesses, la renationalisation du transport ferroviaire et de l'énergie ou encore le désarmement nucléaire.

Les formules de réconciliation ont parsemé le discours de victoire de Jeremy Corbyn en ouverture de la conférence du Parti travailliste à Liverpool. Le leader adjoint Tom Watson, très critique envers Jeremy Corbyn, et le très populaire maire de Londres Sadiq Khan ont appelé à se concentrer sur le combat contre les Conservateurs. Cependant, les tensions ont rapidement eu raison de cette trêve. Ayant un temps laissé entendre, avant l'élection, qu'il pourrait laisser le groupe parlementaire voter sur la composition de son nouveau cabinet fantôme, Jeremy Corbyn est revenu sur sa promesse début octobre en procédant directement aux nominations. Ses proches, comme Diane Abbott et Emily Thornberry, sont promus à des postes-clés. Par ailleurs, il maintient l'ambiguïté sur la possibilité, pour les membres du parti en circonscriptions, de « **désélectionner** » leur actuel député afin de placer un nouveau candidat.

Longtemps critiqué pour son manque de propositions, le chef de l'opposition travailliste a également profité de la conférence de Liverpool pour étayer ses convictions fondamentales, qui n'ont pas changé depuis septembre 2015 : pacifisme, redistribution des richesses et défense des services publics. Réunies sous la bannière « socialisme du XXI^e siècle », il a notamment formulé dix promesses. On y trouve, pêle-mêle, l'augmentation du salaire minimum, la création d'une banque nationale d'investissement, la construction d'un million de logements, la renationalisation du rail, l'arrêt de la vente d'armes britanniques ou encore l'instauration d'un service national de l'éducation qui assurerait un accès gratuit (y compris en supprimant les frais d'inscription à l'université), et tout au long de la vie, à une éducation de qualité. La branche modérée du Labour craint, par conséquent, que les augmentations d'impôt nécessaires au financement d'un tel programme ne ternissent un peu plus l'image du parti auprès des classes moyennes.

Les médias se focalisent toutefois sur la position de Jeremy Corbyn concernant les négociations du Brexit, franchement à rebours des attentes de l'opinion et des priorités du gouvernement. Le leader travailliste propose en effet de conserver la liberté de circulation des personnes, tout en limitant la mise en œuvre des principes régissant le marché unique, en laissant notamment une place aux interventions de l'État et aux nationalisations. Le discours pro-immigration de Jeremy Corbyn plaît certainement à une partie de la gauche, mais le place en décalage spectaculaire avec

le débat national. Il est **désavoué** par son propre ministre fantôme en charge du Brexit, Keir Starmer, ainsi que par des « poids lourds » comme Chuka Umunna et Rachel Reeves, qui en appellent tous trois à freiner l'immigration.

Quelles perspectives ?

La position de force de Jeremy Corbyn au sein du parti contraste avec le peu de soutien dont il dispose dans l'opinion publique. Avec 26% des intentions de vote dans le dernier **sondage** de l'institut ICM (réalisé les 7-9 octobre), le Labour est à un niveau historiquement bas. Alors que conservateurs et travaillistes étaient au coude-à-coude dans les **sondages** avant le référendum, la cote des premiers est remontée en flèche à 43% d'intentions de vote, soit un écart de 17 points (l'écart est important compte tenu du mode de scrutin britannique).

Plus préoccupant, la crédibilité de Jeremy Corbyn comme possible chef de gouvernement est extrêmement basse. D'après un sondage réalisé par **Comres** en septembre, 65% des Britanniques pensent que les conservateurs emmenés par Theresa May sont plus à même de remporter les prochaines élections, contre 16% pour les travaillistes dirigés par Jeremy Corbyn. Une majorité d'électeurs travaillistes pense elle-même que les conservateurs l'emporteront.

Dans ces conditions, on a beaucoup spéculé ces derniers mois sur la possible scission de la minorité anti-Corbyn du Parti travailliste, et sur un possible rapprochement avec les Libéraux-démocrates. Mais l'expérience douloureuse du Parti social-démocrate dans les années 1980 a laissé des traces, et le choix semble désormais de faire le dos rond tout en attendant que la dynamique Corbyn s'enraye d'elle-même. En privé, certains députés craignent que le Parti travailliste soit écarté définitivement du pouvoir – notamment en raison de la défaite spectaculaire des travaillistes en Écosse aux élections de 2015. Seule une réforme électorale introduisant une dose de proportionnelle pourrait changer la donne – une idée pourtant longtemps combattue par le Parti.

En attendant, les conservateurs de Theresa May ont le champ relativement libre et sont en passe de réussir une OPA spectaculaire sur l'électorat populaire. Certes, le Brexit est un parcours semé d'embûches, et les désaccords internes de l'équipe de Theresa May pourraient avoir rapidement raison de l'unité affichée. Il est cependant frappant de constater la facilité avec laquelle les conservateurs ont su se replacer au centre du jeu en allant dans le sens du peuple – et les accusations de populisme ne manquent pas. En confortant Jeremy Corbyn, les travaillistes ont fait le choix de l'intégrité morale et parient sur la force des grands principes du socialisme pour reconquérir l'opinion. On aimerait y croire.